

CONVENTION D'AUTORISATION DE REALISATION DE TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DE L'ORNE, représenté par Monsieur Christophe de BALORRE, Président du Conseil départemental de l'Orne, agissant au nom et pour le compte du Département conformément à la délibération du Conseil départemental du 26 novembre 2010

d'une part,

LA COMMUNE DE FLERS représentée par **Yves GOASDOUE**, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales

VU le Code de la voirie routière

VU le règlement de voirie du 28 septembre 2012, modifié le 10 décembre 2021

VU la délibération n° 2.011 du Conseil départemental du 26 novembre 2010

VU la délibération du Conseil municipal en date du.....

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet, de permettre à la commune de **Flers** de réaliser sur le domaine public départemental des travaux sous sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 2 – PROGRAMME TECHNIQUE

Article 2-1 - Lieu et nature des travaux

La convention est relative à la requalification et l'aménagement de la rue de Domfront sur la commune de Flers, RD 462

Article 2-2 – Prescriptions techniques particulières

- La matérialisation d'une chaussée à voie centrale banalisée, également appelée « chaussidou » **n'est pas autorisée** car son domaine d'emploi est limité aux routes dont le trafic est inférieur à 5 000 véh/j. Le revêtement des voies de circulation de la RD462 sera donc uniforme dans son profil en travers.

- La signalisation (horizontale et verticale) sera réalisée conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, en particulier :
 - o les panneaux de police seront de gamme normale, voire petite en cas de difficulté d'implantation et la hauteur sous panneau, normalement de 1m, sera adaptée à l'éventuelle présence de piétons ou de véhicules en stationnement, sans toutefois pouvoir excéder 2,30m ;
 - o Le régime de priorité du mini-giratoire sera précisé par une signalisation adaptée, complétée le cas échéant par un marquage au sol ;
- La couche de forme de la chaussée de la RD461 sera de type PF2 et calée à -15 cm par rapport au niveau fini de la chaussée.

ARTICLE 3 – REGULARISATIONS FONCIERES

Dans l'hypothèse où les travaux réalisés imposeraient d'acquérir des parcelles (en partie ou en totalité) appartenant à des tiers, cette acquisition sera assurée exclusivement par la commune.

A la fin des travaux, la commune de **FLERS** procédera à la cession au Département à ses frais et gracieusement, des emprises de l'ouvrage comprises dans le domaine public routier départemental.

ARTICLE 4 – FINANCEMENT

La commune de **FLERS** s'engage à financer en totalité les travaux à l'exception des travaux d'enrobé qui seront réalisés par le Département.

ARTICLE 5 – CONTROLE ET INVESTIGATION

Le Conseil départemental pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes habilitées par lui, pour s'assurer du respect des engagements par la commune de **FLERS**. Ces travaux devront être réalisés conformément au règlement de la voirie départementale.

ARTICLE 6 – CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Accord sur la réception des ouvrages

La commune de **FLERS** est tenue d'obtenir l'accord préalable du Département de l'Orne avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrage seront organisées par la commune de **FLERS** selon les modalités suivantes :

Avant les opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (approuvé par arrêté du 30 mars 2021), la commune de **FLERS** organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront le maître d'ouvrage, le Département et le maître d'œuvre chargé du suivi du chantier. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées par le Département et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

La commune de **FLERS** s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des opérations préalables à la réception.

La commune de **FLERS** établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise.

Au cas où une entreprise demanderait la réception des ouvrages, conformément à l'article 41.1 du CCAG, la commune de **FLERS** et le Département devront prendre les mesures nécessaires pour respecter les délais.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS APPORTÉES AUX AMENAGEMENTS OU AUX MATERIELS

Les modifications éventuelles envisagées par la commune, portant sur les caractéristiques géométriques des aménagements (tracé en plan, profils en long ou en travers) ou sur des équipements pouvant impacter la sécurité des usagers, devront être soumises au préalable

à l'avis de M. le Président du Conseil départemental, et faire l'objet d'un avenant à la présente convention ou d'une autre convention lorsque les nouvelles dispositions auront pour objet de modifier le projet initial.

Le Département se réserve le droit de modifier à son initiative les aménagements réalisés lorsque la conservation du domaine public et l'intérêt des usagers le justifient sans que la commune de **FLERS** puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 8 – ENTRETIENS ULTERIEURS

Article 8-1 - Entretien ultérieur des aménagements

La commune de **FLERS** entretiendra à ses frais les aménagements réalisés à l'exception de la couche de roulement réalisée par le Département.

Article 8-2 – Manquements

En cas de manquement de la commune de **FLERS** à ses obligations d'entretien visées à l'article 8-1, constatées par les services du Département, et après mise en demeure restée sans effet dans un délai minimum de 2 mois, le Président du Conseil départemental prendra les mesures nécessaires pour réaliser les travaux d'entretien aux frais et risques de la commune de **FLERS**.

En cas de danger imminent pour les usagers, la commune de **FLERS** s'engage à intervenir dès réception de l'information pour sécuriser l'aménagement.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITÉ

La commune de **FLERS** sera entièrement et exclusivement responsable, tant envers le Département qu'envers les tiers ou usagers, de tous les dommages qui pourraient survenir à l'occasion de la réalisation, la présence et l'entretien des ouvrages, aménagement et équipement de l'opération définie à l'article 2, notamment en cas d'impact de l'aménagement sur la gestion des eaux pluviales issues de la chaussée.

La commune de **FLERS** s'engage à ne pas appeler le Conseil Départemental en garantie et à ne pas engager d'action récursoire envers ce dernier dans le cadre de toute action en responsabilité qu'elle aurait à subir du fait de la réalisation, la présence et l'entretien des aménagements visés à l'article 2.

ARTICLE 10 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en application dès sa signature par les deux parties pour une durée égale à la durée de vie des aménagements.

ARTICLE 11 – RESILIATION

Article 11-1 – RESILIATION AMIABLE

La présente convention pourra être résiliée sur demande de l'une des parties, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois à compter de la réception de ladite demande par l'autre partie et sous réserve de l'accord de cette dernière.

Article 11-2 – RESILIATION POUR FAUTE

Le Département pourra résilier la présente convention en cas de manquement aux obligations contractuelles de la commune de **FLERS** au titre de la présente convention.

La résiliation deviendra effective après une mise en demeure, dûment motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant une durée au moins égale à 2 mois.

La commune de **FLERS** devra enlever l'aménagement qu'elle a mis en place sur le domaine public départemental afin de remettre la chaussée dans son état initial.

A défaut, le Département procédera à la remise en état aux frais de la commune de **FLERS**.

ARTICLE 12 – LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de CAEN.

ARTICLE 13 – FORMALITES

La présente convention n'est pas soumise à formalité d'enregistrement.
Elle est établie en 2 exemplaires originaux.

Fait à **FLERS**,
Le

Le Maire de la commune
de **FLERS**

Fait à Alençon,
Le

Le Président du Conseil départemental

Christophe de BALORRE Page 4 sur 5



